



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Présentation de la stratégie nationale
pour le développement de l'hydrogène décarboné en France**

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance**

Maison de l'Amérique Latine

Mardi 8 septembre 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Bonjour à tous,

Madame la Ministre, chère Barbara,

Je pense qu'il va falloir que vous vous habituiez tous ici à nous voir souvent ensemble Barbara Pompili et moi-même.

C'est un plaisir pour moi, chère Barbara, c'est un honneur aussi parce que je crois profondément qu'écologie et économie doivent avancer de pair.

S'il y a une singularité dans le positionnement politique du président de la République, du Premier ministre, du Gouvernement, c'est que nous refusons d'opposer économie et écologie - et que nous partageons la même conviction avec Barbara, c'est que les deux réussiront ensemble ou échoueront ensemble. Nous allons nous donner les meilleurs moyens de réussir ensemble, d'accélérer la décarbonation de l'économie française, et d'être un pays modèle en matière de transition écologique.

Je suis convaincu qu'avec Barbara, nous allons faire du bon travail, du travail efficace, sans idéologie inutile, avec beaucoup de pragmatisme et en mettant aussi les moyens nécessaires pour nous donner les chances de réussir et d'accélérer cette transition écologique qui est attendue par l'immense majorité de nos compatriotes. C'est pour ça que je suis heureux de présenter ce matin, avec Barbara Pompili, cette stratégie hydrogène française sur laquelle nous avons travaillé depuis des mois avec chacun d'entre vous.

Avant de prolonger les propos de Barbara, je voudrais peut-être vous dire un mot sur la situation économique dans laquelle cette stratégie est présentée.

Je voudrais rappeler, parce que nous l'oublions parfois trop souvent, que nous avons été confrontés depuis un peu plus de six mois maintenant à la crise économique la plus grave que la France ait eu à connaître depuis 1929. On a l'impression parfois que certains l'oublie et pensent qu'on va pouvoir effacer tout ça en quelques semaines.

L'INSEE vient de publier ses dernières prévisions économiques.

Que montrent ces prévisions ?

D'une part, que nous avons su amortir le choc de la crise et que nous avons mis les moyens financiers nécessaires pour protéger les entreprises et les salariés de ce choc, pour préserver l'emploi et le pouvoir d'achat des ménages. Il y a eu des pertes de pouvoir d'achat mais elles ont été limitées grâce à l'intervention du Gouvernement. Il y a eu des suppressions d'emplois, bien sûr, mais elles ont été limitées grâce à l'action du Gouvernement.

D'autre part, ce que montrent les chiffres de l'INSEE, c'est que nous sommes dans la bonne direction. Nous avons des prévisions de croissance pour le troisième trimestre de 17%. C'est la preuve que nos mesures ont été efficaces, que le soutien à la demande, via le chômage partiel, ou à l'offre des entreprises, a été efficace et que nous sommes dans la bonne direction.

Cela restera long, cela restera difficile, je ne l'ai jamais caché.

Il y a beaucoup d'incertitudes devant nous : le Brexit, l'élection présidentielle américaine, la situation en Chine. Mais nous sommes dans la bonne direction, et nous allons y arriver. Les résultats du troisième trimestre, tels qu'ils sont soulignés par l'INSEE, montrent que nous sommes dans la bonne direction.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Maintenant il faut accélérer. C'est l'objectif du plan de relance que nous avons présenté avec le Premier ministre, Barbara Pompili, Elisabeth Borne, et avec le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes il y a quelques jours.

Dans ce plan de relance, il y a un choix stratégique qui est celui de l'investissement, pour préparer la France de 2030.

Nous aurions pu faire un choix différent, le choix du feu de paille. Nous mettons beaucoup d'argent pour dépenser immédiatement et puis, dans le fond, d'ici deux ans, on se retrouve exactement dans la même situation, voire pire, qu'il y a quelques années, avec un appareil de production dévalorisé, dégradé, déclassé par rapport à nos partenaires.

Ça aurait été le choix de la facilité. C'est le choix que nous avons refusé avec le président de la République.

Nous avons fait un choix différent, nous l'avons fait avec vous, celui de sortir plus fort de la crise, avec une économie plus décarbonée et une économie plus compétitive.

Je me réjouis de voir que 72% des Français, ce n'est pas un chiffre négligeable, ont apporté leur approbation à ce plan de relance que nous avons travaillé depuis plusieurs mois et présenté il y a quelques jours. C'est la preuve que les Français ont compris ce que nous voulions faire. Ils ont compris que nous voulions leur laisser à la sortie de cette crise une économie meilleure, une économie plus efficace et une économie à la hauteur de nos principaux partenaires étrangers.

Dans cette stratégie, l'hydrogène va occuper une place majeure : 7 milliards d'euros. Je sais qu'aujourd'hui, c'est la valse des milliards, alors quand on dit un milliard, on a l'impression que c'est le prix d'une baguette de pain. C'est beaucoup d'argent. Je tiens à reprendre ma casquette de ministre des Finances, 7 milliards d'euros, ce n'est pas le directeur général de la BPI qui vous dira autre chose, c'est beaucoup, beaucoup, beaucoup d'argent.

Je me souviens d'un temps extrêmement lointain où lorsqu'il fallait rajouter 7 millions d'euros à un ministère ou un autre, avec Gérard Darmanin, nous hésitions, nous négocions, nous faisons une réunion interministérielle. Aujourd'hui, on a l'impression qu'un milliard, ça tombe du ciel. Non, ça ne tombe pas du ciel. C'est beaucoup d'argent et c'est l'argent des Français. Donc il doit être bien employé.

Ce choix d'hydrogène, je le dis devant les industriels, est un choix qui vous engage, vous aussi. Que les choses soient bien claires entre nous : j'entends beaucoup parler aujourd'hui de contreparties. Oui, nous demanderons des contreparties aux industriels et aux entreprises. Nous n'aidons pas pour rien.

Nous aidons pour qu'il y ait des emplois, nous aidons pour qu'il y ait des usines, nous les aidons pour qu'il y ait de la relocalisation industrielle. Nous aidons à hauteur de 7 milliards d'euros pour être les meilleurs, pas les deuxièmes ou les troisièmes, pour être les meilleurs en Europe avec l'Allemagne sur la production d'hydrogène et sur cette stratégie d'hydrogène.

Nous avons fait notre part du chemin. Nous avons, avec Barbara Pompili, fait un choix difficile, stratégique, sur l'hydrogène. Nous attendons de vous qu'il y ait aussi votre part du chemin qui soit faite en termes de création d'emplois, d'innovation et de succès technologique. Croyez-moi, nous y veillerons. Ne pensez pas que c'est un chèque, que vous faites ce que vous voulez et que nous ne rendrons pas des comptes aux Français.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Nous sommes là avec Barbara Pompili pour rendre des comptes aux Français et nous assurer que cette stratégie carbone sera efficace en termes d'emplois et en termes de souveraineté.

Je ne reviens pas sur ce qu'a dit mieux que moi Barbara Pompili sur l'usage de l'hydrogène. Vous le connaissez mieux que moi, il est indispensable dans certains usages industriels, dans l'industrie chimique, dans la sidérurgie, dans le raffinage. Il est essentiel pour stocker les énergies renouvelables. Il est essentiel dans les transports, pour les véhicules lourds, pour les bus, pour les poids lourds.

Demain, nous le souhaitons pour l'avion.

Je voudrais plutôt revenir sur la stratégie industrielle qui est la nôtre avec ces 7 milliards d'euros.

Pourquoi avons-nous retenu l'hydrogène ? Pourquoi avons-nous fait ce pari extrêmement audacieux d'investir sur l'hydrogène ?

Premièrement, parce que nous avons les atouts industriels, nous avons les entreprises pour le faire. Là aussi, les choses ne tombent pas du ciel. Ça ne vaut pas le coup d'investir dans l'hydrogène si vous n'avez pas des champions industriels dans le secteur que nous pouvons aider à développer. Ce qui me permet de dire, au passage : ne pensez pas une seconde que nous construirons l'industrie du futur en reniant l'industrie du passé. Ce sont des idées de grands intellectuels, mais ce n'est pas la pratique industrielle.

La pratique industrielle, c'est que si nous voulons forcer les portes de l'avenir, mettre en place des technologies, y compris les technologies de rupture, il faut être capable de prospérer sur notre industrie du passé et sur nos savoir-faire du passé. .

Nous avons des entreprises à la pointe de l'innovation. Je pense en particulier aux bus à hydrogène qui sont développés par Safran, entreprise chère à mon cœur et pas uniquement parce que son président s'appelle aussi Monsieur Le Maire. Je pense à Alstom. Je pense à la SNCF - je ne sais pas si Jean-Pierre Farandou est parmi nous, mais peut-être qu'il nous écoute - qui ont pour projet de développer un train à hydrogène pour des rails non électrifiés en lien avec plusieurs régions. Ce sont des projets magnifiques, qui ne peuvent pas exister sans ces entreprises et sans leurs salariés.

Nous avons dans le stockage : Faurecia, magnifique entreprise qui développe des réservoirs à hydrogène que nous soutenons déjà. D'ailleurs, si vous voulez faire le calcul total de la stratégie hydrogène, il faudrait rajouter une part du plan industrie automobile et une part du plan industrie aéronautique qui viennent aussi aider le développement de l'hydrogène - puisque nous soutenons Faurecia et le développement de ses réservoirs à hydrogène.

Nous avons Symbio dans les piles à combustible. Nous avons dans la production d'hydrogène décarbonée : Schlumberger McPhy qui développe des électrolyseurs. Tout ça, ce sont d'excellents points de départ pour réussir cette stratégie et soyez fiers de ces entreprises. Soyez fiers du savoir français. Il est au niveau du savoir-faire canadien, américain, chinois ou sud-coréen. Assez de se jeter des sacs de cendres sur la tête sur le thème du déclassé français.

Le déclassé français, c'est le renoncement des élites. Le déclassé français, c'est la résignation d'un certain nombre des élites françaises qui pensent que nous serons systématiquement derrière la Chine, les Etats-Unis, la Corée du Sud et l'Allemagne.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Je crois exactement le contraire. Je pense qu'à force de volonté, nous pouvons montrer que la France restera au XXI^{ème} siècle une des grandes puissances technologiques, économiques et financières. Nous n'avons pas à rougir des comparaisons avec les champions mondiaux dans ce domaine. Nous avons l'industrie et nous avons les industriels.

Nous avons aussi une stratégie économique et je voudrais là aussi être très clair sur cette stratégie économique, parce qu'il y avait deux options possibles.

Il y avait une fois encore l'option de la facilité.

Vous avez compris que c'est ni le genre de Barbara Pompili ni le genre du Premier ministre ni le genre du président de la République.

Je le dis parce que beaucoup nous ont incités à aller dans cette direction en disant si nous voulons de l'hydrogène tout de suite, il faut l'acheter à l'étranger.

Cela s'appelle « la stratégie panneaux solaires chinois ». Nous avons déjà essayé, nous avons vu ce que ça valait. Cela se solde par un coût budgétaire prohibitif, par le déclassement industriel de notre pays et par le financement de l'industrie chinoise. Croyez-moi, le contribuable français n'a pas vocation à financer l'industrie chinoise, mais nous l'avons fait.

Nous finançons avec des tarifs extrêmement généreux, l'électricité produite par des panneaux solaires mais nous ne finançons pas l'industrie du panneau solaire. Nous vous interdisons même de la financer. J'en veux terriblement, je ne le cache pas, à tous ceux qui ont tué l'industrie du panneau solaire européen. Tué délibérément l'industrie du panneau solaire français pour financer la production d'électricité par des panneaux solaires chinois et ainsi subventionner l'industrie du panneau solaire photovoltaïque chinoise.

J'ai beaucoup de respect pour la Chine, immense pays, grande puissance, mais la responsabilité de ministre de l'Economie et des Finances est d'abord de soutenir l'industrie française, les ouvriers français et les emplois français. Je l'assume et je le revendique.

Donc nous avons choisi une stratégie radicalement différente. Elle est plus lente et il faut l'expliquer aux Français. Elle prendra plus de temps, elle ne sera pas visible tout de suite. Mais nous pourrons dire aux générations qui viennent, nous avons créé une nouvelle filière industrielle qui est celle de l'industrie hydrogène.

Nous allons donc investir pour faire émerger une filière française de l'électrolyse. Nous aurons notre propre filière d'électrolyse pour séparer l'hydrogène de l'oxygène. Nous aurons nos propres outils, notre propre fabrication. Nous avons une technologie qui est avancée, eh bien nous allons la faire passer à un niveau industriel.

Je le redis, ça prendra du temps et ce sera moins visible que la première option qui aurait consisté une fois encore, immédiatement, à développer des bornes absolument partout en France avec un hydrogène qui n'aurait pas été produit en France. C'est moins visible, mais c'est plus solide. C'est plus souverain et c'est plus efficace économiquement.

Ensuite nous développerons les mobilités lourdes à hydrogène. Une fois que nous aurons réalisé ces composants, notamment l'électrolyse qui est la technologie la plus prometteuse, nous allons le faire pour les véhicules lourds, nous allons le faire pour le train, nous allons le faire pour les poids lourds et nous avons une ambition, c'est de le faire pour l'avion.



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DE LA RELANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

J'ai fixé une date : 2035. Il faut qu'en 2035, nous ayons réussi à avoir un avion qui puisse fonctionner à l'hydrogène. Un avion neutre en carbone et l'hydrogène est probablement l'option la plus prometteuse. Ce qui placerait l'Europe en tête du monde aéronautique, devant la Chine et devant les Etats-Unis.

Vous avez aujourd'hui trois grands constructeurs aéronautiques mondiaux. L'un est très connu, Boeing, l'américain, l'autre un peu moins connu mais qui accélère Komac, le chinois et puis Airbus.

Que voulons-nous ? Que Airbus soit devant ou qu'il soit derrière ? Qu'il produise des avions neutres en carbone d'ici 2035 ou que nous laissions ce marché qui sera probablement le plus porteur dans les décennies qui viennent aux Américains ou aux Chinois ?

Certains me disent « c'est beaucoup trop audacieux. C'est une technologie de rupture ; nous n'allons jamais y arriver ; vous prenez des risques inconsidérés. » Ce sont les mêmes qui - dans une note que je garde précieusement sur mon bureau puisque je suis désormais responsable aussi des questions spatiales - ont écrit en 2014 que pour le développement d'Ariane, il ne fallait surtout pas faire le choix du lanceur récupérable, parce que ça ne marcherait jamais. Nous en payons le prix aujourd'hui.

L'aventure spatiale européenne est magnifique.

En 2014, il a fallu prendre un embranchement et nous n'avons pas pris le bon. Nous aurions dû faire le choix du lanceur renouvelable, nous aurions dû avoir cette audace. Nous aurions dû se pencher davantage sur le choix qui était fait par les Américains, que nous avons considéré à l'époque comme un choix inconsidéré et sans avenir. Pas de chance pour nous, cette rupture technologique, elle a marché et elle a donné un temps d'avance à nos partenaires et alliés américains.

Ne manquons pas d'ambition. Ne pensons pas que tout s'inscrit dans la continuité alors que nous sommes dans des temps de rupture et ayons le courage de porter des projets ambitieux, des projets révolutionnaires. Ils marcheront ou ils ne marcheront pas.

Nous allons tout faire pour qu'ils marchent, mais au moins, c'est une ambition qui peut rassembler des Français de se dire nous allons avoir un avion neutre en émission de carbone d'ici 2035. Je pense qu'il faut savoir tirer les leçons de notre incapacité en Europe depuis des années et des années à aller vers des ruptures technologiques.

J'ai donné l'exemple du spatial. J'aurais pu donner l'exemple aussi, hélas, des géants du digital. Maintenant, changeons de regard. Comprenons que le XXI^{ème} siècle se jouera dans ces révolutions technologiques et qu'il vaut mieux les prendre à bras-le-corps plutôt que de dépendre des succès technologiques du continent chinois ou du continent américain. C'est cela qui se joue aujourd'hui et c'est cela qui se joue aussi dans la stratégie hydrogène.

Le troisième grand enjeu, c'est la formation. Nous avons des industriels, nous avons une stratégie d'indépendance pour réaliser nos propres produits, notre propre électrolyse avec le développement sur les transports de masse. Nous avons aussi un enjeu majeur sur la formation et la qualification.

Il faut que nous nous formions à tous les métiers qui sont spécifiques au gaz hydrogène, à ses utilisations, à ses modalités d'intervention, aux questions de sécurité, aux questions de sûreté.

Nous allons former des techniciens, des responsables qualité, sécurité-environnement, des ingénieurs, des chercheurs, des pompiers spécialisés qui devront être capable d'intervenir sur les machines électrolyses et les véhicules.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pour cela, nous allons accompagner le développement de campus des métiers et des qualifications rassemblant dans la même organisation ou sur le même site, les lycées d'enseignement technologique et professionnel, les universités et les grandes écoles d'ingénieurs parce qu'il ne faut certainement pas opposer ces établissements, mais au contraire les faire travailler ensemble.

Derrière ce que je vous dis sur la formation et la qualification, il y a l'enjeu pour nous tous des dix prochaines années : être capable de faire passer des salariés, des ouvriers, des ingénieurs de métiers qui vont en déclinant vers d'autres métiers qui sont beaucoup plus prospères et beaucoup plus dynamiques.

La responsabilité de la puissance publique, c'est précisément d'anticiper ces changements et de les accompagner pour qu'ils soient les moins brutaux possibles pour nos compatriotes. Nos compatriotes ne veulent pas de brutalité dans les changements, ils ne veulent pas que nous leur imposions des bouleversements radicaux dont ils auraient à subir des conséquences.

Nous devons les accompagner. Nous devons les préparer. Nous devons les soutenir. Ce n'est pas facile de changer de métier. Pour un ouvrier sur une chaîne d'assemblage de bobines électriques pour des moteurs diesel par exemple, lorsque nous lui disons : il va falloir passer à autre chose. »

Ce n'est pas facile quand vous êtes un ouvrier sur une chaîne d'assemblage de bobines électriques pour des moteurs diesel quand nous vous disons, « il va falloir passer à autre chose. Il va falloir des chaudières maintenant ou même il faudra faire un effort encore plus important, il faudra vous orienter vers l'industrie agroalimentaire. Ou alors, il faudra reprendre une qualification pour pouvoir travailler dans le secteur de l'hydrogène. » Ce sont des remises en cause très difficiles.

C'est simple de dire aux autres changez, remettez-vous en cause, votre métier va disparaître mais quand c'est sur soi que l'effort est porté, quand c'est soi-même qui doit, à 35, 40, 45 ans, reprendre une formation, reprendre une qualification, réapprendre un métier, c'est difficile.

C'est humainement difficile et c'est notre responsabilité d'accompagner toutes ces personnes pour qu'elles réussissent leur reconversion. Comme c'est notre responsabilité de dire aux jeunes qui iront sur le marché du travail voilà les marchés porteurs et voilà ceux sur lesquels, malheureusement, c'est moins porteur. L'Industrie et l'hydrogène sont des marchés porteurs pour les jeunes et pour les qualifications de demain.

Un dernier point enfin, aucune de ces stratégies ambitieuses dans les nouvelles technologies, que ce soit sur l'intelligence artificielle, sur le cloud, sur les batteries électriques ou sur l'hydrogène, ne peut fonctionner si nous ne la développons pas vite à l'échelle européenne.

Le président de la République a rencontré la chancelière Angela Merkel à Brégançon il y a quelques semaines. Ils ont fait ensemble la liste des projets industriels sur lesquels France et Allemagne devaient travailler de toute urgence pour construire des projets communs.

Nous allons avec mes homologues allemand Peter Altmaier, le ministre de l'Economie, Olaf Scholz, vice-chancelier et ministre des Finances, accélérer la réalisation de ces projets. Il y en a qui sont bien avancés et qui, là aussi, montrent à tous les sceptiques de tout poil que la France peut réussir et que nous allons réussir ces révolutions technologiques.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Prenez les batteries électriques. Il y a trois ans, 85 % des batteries électriques qui se trouvaient dans les Zoé, et dans les 208, dans les véhicules électriques français, étaient produites en Chine ou en Corée du Sud.

Je veux rendre hommage à deux grands industriels français - il y en a beaucoup dans cette pièce, parce que ce que vous faites fait la différence - ces deux industriels, Patrick Pouyanné, le président de Total, et Carlos Tavares, le président de PSA, sont venus me voir de concert et qui m'ont dit : « voilà, on ne peut pas continuer à dépendre à 85 % de la production de batteries électriques qui représentent un tiers de la valeur des véhicules que nous produisons ».

Autant dire que nous mettons la valeur des véhicules de demain en Asie au lieu de la mettre en France. C'est dangereux du point de vue de notre souveraineté et c'est économiquement stupide parce que la France a vocation à rapatrier la valeur chez elle, à relocaliser la valeur industrielle chez elle.

Nous avons beaucoup travaillé avec le soutien, de Nicolas Dufourcq, de la BPI, avec le soutien de Guillaume Boudy du Programme d'investissement d'avenir (PIA). Nous avons investi beaucoup d'argent, plusieurs milliards d'euros.

Et quel est le résultat ? À Nersac, il y a une usine pilote qui fait déjà des batteries électriques ion lithium liquide et dans deux ans, nous ouvrirons dans le Nord, à Douvrin, une usine PSA de production de batteries électriques ion-lithium-liquide qui aura vocation à préparer la nouvelle génération ion-lithium-solide. Nous allons rattraper notre retard et nous allons être indépendants en relocalisant la production de batteries électriques en France puis en Allemagne, à Kaiserslautern, parce que c'est là que sera la deuxième usine en 2024.

C'est possible. C'est une affaire de volonté. C'est affaire de détermination et c'est affaire de constance.

Je crois à la constance dans la conduite des politiques publiques. Aujourd'hui nous avons un classement de Shanghai qui nous met à un autre niveau que ce que nous étions il y a 5 ans. Nous voyons que l'Université de Paris Saclay atteint enfin les 15 premières places. Nous le devons à nos universitaires, à nos chercheurs mais nous le devons aussi à la constance d'une politique qui a été ouverte en 2009, par Nicolas Sarkozy, avec la création du PIA qui a été poursuivie de manière très constante, sans considération idéologique, sans considération partisane, sans querelles politiciennes dont les Français ne peuvent plus pour tenir sur 10 ans la même politique.

Je vous demande de faire la même chose pour l'hydrogène et nous allons faire la même chose avec mon homologue allemand que je verrai vendredi Peter Altmaier, pour porter cela sur des années en franco-allemand, en européen et faire de l'Europe un des grands continents de l'hydrogène. Poursuivre ces investissements et nous veillerons à ce que ces investissements donnent des résultats industriels et des résultats en termes d'emplois.

Nous allons mettre en place un comité national de l'hydrogène. Je présiderais ce comité, il sera composé de l'ensemble des industriels. Il devra suivre l'état d'avancement des investissements, s'assurer de la réalisation industrielle, s'assurer de la formation, de la qualification des salariés et garantir la création d'emplois sur notre territoire national.

Voilà les grandes orientations de la stratégie hydrogène que nous voulions vous présenter ce matin avec Barbara Pompili. Une stratégie à 7 milliards pour relocaliser l'industrie en France et créer des emplois.



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Une stratégie à 7 milliards pour gagner un pari technologique qui est vital pour la souveraineté française.
Un pari à 7 milliards pour sur la base du couple franco-allemand garantir la souveraineté de l'Europe
face à la Chine et face aux Etats-Unis.

Croyez-moi, le jeu en vaut la chandelle.

Merci à tous.